

Convention de Période d'Application en
Entreprise (PAE)
-
Périmètre France

1 – L'ORGANISME DE FORMATION

SIEGE :

Nom : Simplon.co

Adresse : 55 rue de Vincennes.

Code postal : 93100

Ville : Montreuil

Site : www.simplon.co

Représenté par (signataire de la convention) :

OMARJEE Vincent

Qualité du représentant :

Directeur Simplon Réunion

Téléphone : 0693 81 77 75

E-Mail : vomarjee@simplon.co

**Adresse de l'organisme de formation où
l'apprenant.e est en formation :**

14 rue des vavangues,

Z.A Foucherolles

97490 Sainte-Clotilde

2 – L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : Centre Communal d'Action Sociale

Adresse : 5 rue Victor Hugo

Code postal : 97450

Ville : Saint-Louis

Représenté par (signataire de la convention) :

Patrick GOVINDIN

Qualité du représentant : Directeur Général des
Services

Service dans lequel le stage sera effectué :

Téléphone : 0262 44 44 92

E-Mail : courrier@ccas-stlouis.fr

**Lieu du stage si différent de l'adresse de
l'organisme :**

3 – LE LA STAGIAIRE

Nom : RAZAFINDRAZAKA **Prénom :** Andry **Genre :** F-M x **Né(e) le :** 07 / 04 / 1993

Adresse : 6, rue Joseph Hubert Saint Pierre 97410

Téléphone : 0766105228 **E-Mail :** razaandry974@gmail.com

Intitulé de la formation suivie dans l'organisme de formation continue et volume horaire :

Développeur.se Web – 840h

Convention de stage tripartite
Organisme de Formation / Organisme d'Accueil / Stagiaire

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'organisme de formation et le stagiaire.

Article 2 – Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle le stagiaire acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'une ou plusieurs certifications et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou plusieurs missions conformes au projet pédagogique défini par son organisme de formation et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le détail des activités confiées est inscrit dans la rubrique "Détails de la/des missions".

Article 3 – Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du/de la stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de 35 heures par semaine.

Si le stagiaire doit être présent.e dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers, ainsi que l'autorisation ou non du télétravail et si oui, à quel rythme et sous quelles modalités de mises en œuvre et conditions :

Article 4 – Accueil et encadrement du/de la stagiaire

Le stagiaire est suivi.e par le formateur.ice référent.e désigné.e dans la présente convention ainsi que par les autres membres de l'équipe pédagogique (chargé.e/chef.fe de projet, responsable pédagogique).

Le tuteur.ice de stage désigné.e par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé.e d'assurer le suivi du/de la stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies. Toute difficulté survenue dans la réalisation et/ou le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur.ice de stage, doit être portée à la connaissance du/de la formateur.ice référent.e et de l'organisme de formation afin d'être résolue au plus vite.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphonique, etc) :

VISITE.....

Article 5ter – Accès aux droits des agents - Avantages (Organisme de droit public en France sauf en

Article 5 - Gratification – Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L - 4381-1 du code de la santé publique. Le montant horaire de la gratification est fixé à 15% (depuis le 01/09/2015) du plafond horaire de la sécurité sociale définie en application de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée. La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport. L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois. En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au/à la stagiaire est proratisée en fonction de la durée du stage effectué. La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du/de la stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à :

..... €

par heure / jour / mois (rayer les mentions inutiles).

Article 5bis – Accès aux droits des salarié.e.s – Avantages (organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises).

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du Code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du Code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code. Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du Code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS :

6.2 – Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale :

Convention de stage tripartite
Organisme de Formation / Organisme d'Accueil / Stagiaire

cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le/la stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Le/la stagiaire accueilli.e dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur. Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS :

.....

.....

.....

Article 6 – Régime de protection sociale

Pendant la durée du stage, le/la stagiaire reste affilié.e à son régime de Sécurité sociale antérieur. Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du/de la stagiaire à la sécurité sociale lorsque celle-ci le demande. Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

6-1 Gratification d'un montant maximum de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale:

La gratification n'est pas soumise à une cotisation sociale. En cas d'accident survenant au/à la stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente en mentionnant l'organisme de formation comme employeur, avec copie à l'organisme de formation, dans un délai de 48 heures.

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale. Le/la stagiaire bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant au/à la stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'organisme de formation dans un délai de 48 heures. (plus de détails dans l'article 6.1)

6.3 – Protection Maladie du/de la stagiaire à l'étranger

- pour les stages au sein de l'Espace économique européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un État de l'Union européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre État (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), le/la stagiaire doit demander la Carte européenne d'assurance maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les stagiaires de nationalité française, le/la stagiaire doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université);

Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux stagiaires de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix.

6.4 Protection accident du travail du stagiaire à l'étranger

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit:

- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses;

- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 13,75 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf. point 5), et sous réserve de l'accord de la Caisse primaire d'assurance maladie sur la demande de maintien de droit;

- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire

Convention de stage tripartite
Organisme de Formation / Organisme d'Accueil / Stagiaire

de la présente convention.

-se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du/de la stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'organisme de formation qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus:

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage ;
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du/de la stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage;
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du/de la stagiaire et obligatoirement par ordre de mission;
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage);
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.
- en télétravail, défini selon l'article L. 1222-9 à L.1222-11 du Code du travail

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1/ n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le/de la stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

Si le/de la stagiaire est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement (et dans un délai maximum de 48 heures) cet accident à l'organisme de formation.

Article 7 – Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le/de la stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du /de la stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un.e stagiaire.

Lorsque dans le cadre de son stage, le/de la stagiaire utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

Article 8 – Discipline

Le/de la stagiaire est soumis.e à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par le centre de formation. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe le/de la formateur.ice référent.e et l'organisme de formation des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 – Congés – Interruption du stage

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le/de la stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du Code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

Nombre de jours de congés autorisé et/ ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

.....
.....
.....
.....

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...), l'organisme d'accueil avertit l'organisme de formation le plus rapidement possible.

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et au/de la formateur.ice référent.e. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Convention de stage tripartite
Organisme de Formation / Organisme d'Accueil / Stagiaire

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du/de la stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois). En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, organisme de formation) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 – Devoir de réserve, confidentialité et données personnelles

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le/la stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations / données recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration.

Le/la stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document, logiciel ou autres données personnelles, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels. Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Enfin l'apprenant s'engage à respecter les articles 121 et 122 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les articles 32 à 35 du règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016 aussi bien dans le cadre de la formation que lors de la PAE.

Article 11 – Propriété intellectuelle

Conformément au Code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du/de la stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le/la stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le/la stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au/à la stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

Article 12 – Fin de stage – Rapport – Évaluation

1) Attestation de stage: à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le/la stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du Code de la Sécurité sociale;

2) Qualité du stage: à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage. Le/la stagiaire transmet au service compétent de l'organisme de formation, un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Évaluation de l'activité du/de la stagiaire: à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une évaluation de l'activité du/de la stagiaire qu'il retourne à l'organisme de formation

4) Modalités d'évaluation pédagogiques: le/la stagiaire devra fournir les travaux suivants : (préciser la nature du travail à fournir – rapport, etc. - éventuellement en joignant une annexe).

Bilan de stage écrit

.....
.....
.....

5) Le/la tuteur.ice de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'organisme de formation dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'organisme de formation.

Article 13 – Droit applicable – Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français. Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la juridiction française compétente.

Convention de stage tripartite
Organisme de Formation / Organisme d'Accueil / Stagiaire

POUR L'ORGANISME DE FORMATION Représentant.e de l'organisme : Nom / Prénom : OMARJEE Vincent Signature :	POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL Représentant.e de l'organisme : Nom / Prénom : GOVINDIN PATRICK  Signature :
STAGIAIRE (ET SON.SA REPRÉSENTANT.E LÉGAL.E SI MINEUR.E) Nom(s) / Prénom(s) : RAZAFINDRAZAKA ANDRY Signature(s) : 	
Le/la formateur.ice référent.e du/de la stagiaire Nom / Prénom : Diallo Adama Signature(s) : 	Le/la tuteur.ice de stage de l'organisme d'accueil Nom / Prénom : LUDOVIC LEVENEUR Signature : 